

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Création des Autorisations Spéciales d'Absence durant la crise sanitaire et report des congés 2019 et 2020

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article 59 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que des fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas dans le cadre d'une Autorisation Spéciale d'Absence (ASA).

Durant la période de la crise sanitaire, les agents qui n'étaient pas concernés par le Plan de Continuité d'Activité (PCA) ont dû être placés en ASA pour garde d'enfants, isolement, pathologie,

Les agents en ASA ont bénéficié de l'intégralité de leur rémunération ainsi que du maintien de leurs droits à avancement et retraite. En revanche, les ASA liées à la crise sanitaire constituant une dérogation à l'obligation de service et de temps de travail, ne génèrent ni jours de Réduction du Temps de Travail (RTT) ni obtention de Tickets Restaurant (TR). En revanche, les ASA, comme le télétravail ou les arrêts maladie, ouvrent droit à des jours de congés payés.

Conformément aux dispositions du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, « *tout fonctionnaire territorial en activité a droit, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles ci-après, pour une année de service accompli du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouverts* ».

L'article 5 de ce décret prévoit cependant que « *sous réserve des dispositions de l'article précédent, le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle donnée par l'autorité territoriale. Un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice* ».

Afin de ne pas pénaliser l'activité des services dans le cadre de la reprise d'activité à compter du 11 mai 2020 à la suite de la période de confinement, il a été proposé de repousser la date de report des congés. Ainsi concernant les congés 2019, conformément à la note de service du 25 mai 2020, la date de report des congés 2019 a été repoussée du 30 avril 2020 au 31 août 2020.

Concernant les congés de l'année 2020, il convient de préciser que le nombre maximal de jours reportables d'une année sur l'autre, au nombre de 7 soit porté à 14 jours et de repousser la date limite de consommation de ces congés reportés du 30 avril 2021 au 30 juin 2021. Ces deux mesures n'ont pas vocation à être pérennes et ne s'appliqueront que pour les congés de l'année 2020.

Les présentes dispositions ont fait l'objet d'un avis favorable du comité technique réuni le 18 mai 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création d'une autorisation spéciale d'Absence (ASA) permettant de gérer les absences liées à la crise sanitaire,
- d'approuver le report de la date des congés 2019 au 31 août 2020,
- d'approuver pour les congés 2020 l'augmentation du nombre de jours reportables à 14 et de repousser la date limite de report au 30 juin 2021,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-134948-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.